

Macron prône le « cas par cas » sur les éoliennes

ENVIRONNEMENT

Depuis la Polynésie, le chef de l'Etat a insisté mardi sur la « chance » d'avoir le nucléaire en France et sur la poursuite du développement du renouvelable, notamment solaire.

Muryel Jacque
 @MuryelJacque

Un abri de survie, capable de protéger les habitants en cas de cyclones dévastateurs, dont la fréquence et la violence augmentent avec le réchauffement climatique. C'est une première en France. Ça se passe sur l'atoll de Manihi, en Polynésie

française, où Emmanuel Macron a posé lundi la première pierre de ce refuge. « Il est presque déjà trop tard quand on parle de risque [climatique], [...] la menace est là », a relevé le chef de l'Etat, dans un entretien diffusé mardi par Franceinfo. « Ce qu'il faut construire pour ces atolls, c'est la résilience. » La France et la Polynésie française vont ainsi déboursier 50 millions d'euros pour construire 17 abris d'ici à 2027, en plus des 27 déjà existants, a annoncé le président de la République.

Souvent pas plus de cinq mètres au-dessus de l'eau, ces atolls sont particulièrement vulnérables. Mais la prise de conscience reste faible. « Nous sommes les premières victimes de ce dérèglement climatique planétaire. Nous ne voulons pas être les premiers climato-réfugiés français », a expliqué le maire de

Manihi, John Drollet, lors de la visite du chef de l'Etat, cité par Tahiti Nui TV.

Obligé de s'adapter

Alors que la loi Climat, qui doit permettre à la France de baisser ses émissions de gaz à effet de serre, vient d'être adoptée par le Parlement mais reste critiquée par les écologistes pour son manque d'ambition, Emmanuel Macron a insisté sur le fait que le pays allait aussi devoir « s'adapter ».

« Nous entrons dans un monde où ce type d'événements climatiques va se multiplier à cause du dérèglement entraîné par l'accélération de nos émissions de CO₂, ces dernières décennies », a-t-il reconnu. Avant d'ajouter que la résilience doit se faire également face aux fortes chaleurs « qui peuvent arriver dans nos latitu-

« Là où les projets créent trop de tensions, là où ils dénaturent le paysage, il faut savoir les adapter ou y renoncer. »

EMMANUEL MACRON

des aussi », et qu'il faut « nous équiper ». Le plan de relance le permet, a-t-il assuré.

Pragmatisme

Dans ce contexte, le chef de l'Etat a estimé que la France avait « une chance » quand on parle d'émissions de CO₂, « c'est le nucléaire ». « Nous sommes le pays d'Europe qui a le moins de tonnes de CO₂ émises par habitant. Pourquoi ? Parce qu'historiquement, nous avons le nucléaire », a-t-il répété.

« Mais nous devons développer encore le renouvelable », a-t-il ajouté. Le président français table notamment sur le solaire « qui a moins de nuisances », il cite entre autres un développement sur les friches militaires. Pour l'éolien, il évoque les projets en mer « dont le coût a baissé ». « On va continuer à les développer »,

a-t-il indiqué, tout en défendant le « pragmatisme » sur ce sujet souvent conflictuel en France, dénonçant les « débats trop généraux ».

L'éolien est récemment revenu sur le devant de la scène. En pleine campagne des élections municipales et départementales, au printemps dernier, les ténors du Rassemblement national et des Républicains se sont affichés clairement dans le camp des opposants. « Des tensions naissent, d'abord parce que certaines régions ont déjà beaucoup construit d'éoliennes », a soumis le chef de l'Etat.

Il a jugé indispensable d'« améliorer la concertation locale » et, face aux critiques, a prôné le « cas par cas » : « Là où les projets créent trop de tensions ; là où ils dénaturent le paysage, il faut savoir les adapter ou y renoncer ». ■